

Madame Karine Lalieux, Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, en charge de la lutte contre la pauvreté,

Copie adressée à :

Monsieur Alexander de Croo, Premier Ministre,
Monsieur Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et Ministre de la Santé,
Madame Sophie Wilmès, Vice-Première ministre,
Monsieur Pierre-Yves Dermagne, Vice-premier ministre,
Monsieur Georges Gilkinet, Vice-Premier ministre
Monsieur Vincent Van Peteghem, Vice-Premier ministre
Madame Petra de Sutter, Vice-Première ministre
Monsieur Vincent Van Quickenborne, Vice-Premier ministre

Objet : URGENT – Demande de prolongation de la suspension des contrôles GRAPA

Organisations et académiques issus d'expertises et de qualifications diverses, nous vous écrivons pour vous faire part de nos inquiétudes relatives aux récentes décisions de prolongation de mesures covid. Les annonces de la semaine passée n'ont en effet pas éclairci le sort des seniors en situation de pauvreté qui dépendent d'une Garantie de revenus aux personnes âgées. Pour des raisons sanitaires, les contrôles associés à la GRAPA ont été suspendus depuis le début de la pandémie en mars 2020. Ils étaient en effet réalisés par l'entremise de visites physiques au domicile réalisées par des facteurs ce qui engendrait des contacts physiques non strictement nécessaires avec la partie de la population la plus vulnérable au virus, les personnes âgées en situation de pauvreté. Le mode de contrôle actuel a été largement décrié pour son caractère lourd, attentatoire aux droits des personnes et sa disproportion ; et le gouvernement Vivaldi a annoncé une réforme dans le sens d'une plus grande proportionnalité dans la vérification de la résidence des personnes. Mais si à partir d'octobre ou novembre ce contrôle devait reprendre, en l'état, ce serait le mode ancien de contrôle, par visites physiques au domicile des personnes les plus vulnérables, qui s'opérerait.

Or, si les efforts du gouvernement ont été constants et sans relâche depuis le début de la pandémie pour l'endiguer, force est de constater que la situation sanitaire reste préoccupante. En septembre, les craintes étaient fortes sur les risques de résurgence d'une quatrième vague. Aujourd'hui, les dernières données scientifiques dont nous disposons montrent que si la campagne de vaccination connaît un succès certain qui, en moyenne, éloigne la population belge des risques de développement des formes les plus graves de la maladie, elle ne permet pas son éradication. La vigilance et les mesures préventives sont donc importantes, particulièrement auprès des publics les plus vulnérables face au virus, parmi lesquels les personnes âgées en situation de pauvreté qui reçoivent la GRAPA.

Les données scientifiques montrent en effet que la vaccination, si elle les freine, n'empêche ni la circulation du virus ni l'apparition de formes symptomatiques de la maladie, particulièrement pour le variant Delta. De plus, la proportion de non-vaccinés reste forte dans la population qui subit la pauvreté, ce que sont justement les seniors qui dépendent d'une GRAPA pour survivre financièrement. Si cette situation doit mobiliser nos efforts pour inverser la tendance, il nous faut ceci dit en prendre la mesure sanitaire : il est probable qu'une proportion significative des ayants droit à la GRAPA n'est pas vaccinée, à une heure où l'endiguement du virus n'est hélas pas encore gagné. Par ailleurs, les plus de 65 ans qui sont vaccinés sont aujourd'hui moins protégés que d'autres publics vaccinés, puisqu'ils ont été les premiers à bénéficier du vaccin. Ils ont désormais accès à une troisième dose, mais tout le monde n'en aura pas eu le bénéfice, en octobre, novembre ou décembre. Les risques sanitaires que ces personnes, exposées à des contacts physiques non strictement nécessaires, soient contaminées, existent.

Nous vous écrivons donc pour vous demander de prolonger durablement la suspension des contrôles GRAPA, dès lors que ceux-ci concernent une population vulnérable face au covid, que la situation sanitaire reste inquiétante et que cette population, y compris ceux et celles qui sont aujourd'hui doublement vaccinés, risque en cas d'exposition au virus de subir des formes graves de la maladie.

Très respectueusement,

Caroline Van der Hoeven, coordinatrice du Belgian Anti-Poverty Network (BAPN)

Olivia Venet, présidente de la Ligue des droits humains (LDH)

Kati Verstrepen, voorzitter van de Liga voor Mensenrechten

Elisabeth Degryse, Vice-présidente des Mutualités chrétiennes

Jean-Pascal Labille, Secrétaire général de Solidaris

Selena Carbonero Fernandez, secrétaire fédérale ABVV-FGTB

Ayla Serbest, responsable des CSC Seniors

Fanny Dubois, secrétaire générale de la Fédération des Maisons Médicales (FMM)

Koen De Maeseneir, Directeur Vereniging van Wijkgezondheidscentra (VWGC)

Marius Gilbert, Laboratoire d'épidémiologie spatiale, ULB

Emmanuel André, médecin microbiologiste, KU Leuven

Marc Van Ranst, médecin virologue, KU Leuven

Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux (FDSS)

Nicole Tonneau, Médiatrice GRAPA - Gang des Vieux en Colère